

Troisièmement, les aspects du fédéralisme qui font obstacle à la règle de la majorité peuvent être très frustrants. La répartition fédérale des pouvoirs signifie que des minorités concentrées dans une région peuvent bloquer un projet de loi sur des questions qu'appuie la majorité, si elles considèrent qu'une telle loi porterait atteinte à l'autonomie qui leur est garantie. Il ne s'agit évidemment pas d'une critique contre le fédéralisme, mais plutôt contre son objectif fondamental – protéger l'autonomie locale. Il n'en demeure pas moins que certains citoyens peuvent se sentir frustrés de ne pas pouvoir faire adopter une loi appuyée par la majorité dans l'ensemble du pays. Ils peuvent finir par en vouloir au pouvoir d'une minorité de retarder ou de bloquer l'application du désir de la majorité. Cette frustration est accentuée si le partage des compétences n'est pas clair, si les citoyens ne savent pas exactement quelles politiques peuvent être mises en œuvre par chaque palier de gouvernement. Les mécanismes intergouvernementaux, conjugués au partage des pouvoirs, peuvent rendre la participation politique frustrante, surtout pour les mouvements populistes qui appuient généralement l'idée que « le peuple » devrait pouvoir gouverner en appliquant la règle de la majorité, sans entrave. En somme, il y a un risque de conflit entre l'attitude populiste que la démocratie encourage souvent (« la majorité décide ») et l'attitude consensuelle qu'exige le fédéralisme (« la majorité doit respecter les droits et l'autonomie de la minorité »).

Enfin, même si les sous-unités fédérales sont vraiment près du peuple et disposées à déléguer des pouvoirs à des paliers de gouvernement véritablement locaux, on peut se demander si elles exercent les pouvoirs qui comptent vraiment dans la vie des gens. En fragmentant le pouvoir entre les gouvernements fédéral, provinciaux et locaux, on réussit peut-être simplement à affaiblir tous les paliers de gouvernement par rapport aux forces mondiales, en particulier les forces économiques mondiales. Les gouvernements locaux et régionaux sont peut-être plus près du peuple, mais cela ne sert absolument à rien s'ils ne sont pas en mesure d'améliorer réellement la situation des gens, que ce soit du point de vue de leurs perspectives économiques, de l'environnement ou des services sociaux. Les citoyens ont peut-être plus de facilité à influencer les politiques locales que les politiques nationales, mais participer à la politique locale n'est utile que si les gouvernements locaux contrôlent effectivement des leviers importants. Jouir d'un pouvoir important pour changer des politiques dérisoires n'est pas très intéressant pour les gens et pourrait au contraire les inciter à une participation moins grande que s'ils ont une capacité limitée de changer des politiques vraiment importantes. On fait souvent valoir que la mondialisation mine la capacité des paliers de gouvernement inférieurs d'influencer vraiment notre société et que seuls des gouvernements centraux forts (voire même des institutions internationales fortes) peuvent vraiment influencer sur la vitesse ou l'orientation du changement social. Si tel est le cas, la décentralisation excessive peut nuire à la participation démocratique au lieu de l'encourager.